

Pour le service public, Nicolas Sarkozy veut une « *révolution culturelle* »
et François Fillon parle « *d'urgence nationale* ».

Mais c'est pour dilapider le service public au profit des grands groupes financiers.
Nous devons répondre par un « *Tous ensemble !* » pour un véritable choix de société !



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Usagers - Salarié-e-s - Élus / Associations - Syndicats - Politiques

Il n'y a pas deux France : celle du Public et du Privé.

Sarkozy aussi ne cesse de le répéter, au nom de l'équité. Mais c'est pour mieux les opposer et les mettre en concurrence !

gie, de transport, de communication, d'aide à la personne, de culture.

La puissance publique, à tous les niveaux institutionnels, a la responsabilité de conduire des politiques publiques d'aménagement du

Les attaques contre les Services Publics sont des attaques contre l'ensemble de la population !

Au contraire, les travailleuses et travailleurs du privé comme du public ont besoin des mêmes droits démocratiques, quelle que soit l'entreprise – entre autre l'égalité de salaires à qualification équivalente et la sécurisation de l'emploi et du parcours professionnel.

Salarié-e-s du secteur privé et public, chercheuses et chercheurs d'emploi, nous avons intérêt à **ÊTRE SOLIDAIRES** et **RASSEMBLÉS** pour revendiquer, toutes et tous ensemble, de pouvoir librement et pleinement bénéficier de services publics de qualité, proches des citoyens, au fonctionnement transparent et soumis au contrôle des salariés, usagers et élus.

Ils sont indispensables à la qualité de notre vie quotidienne, à la satisfaction, dans l'égalité, de nos besoins essentiels en matière d'éducation, de santé, de logement, d'éner-

territoire qui répondent à des objectifs d'intérêt général démocratiquement définis et dont la mise en œuvre ne soit pas soumise aux exigences d'intérêts privés.



Au contraire, Sarkozy, Fillon et leur zélée majorité parlementaire, dans le cadre d'un remodelage en profondeur de la société française – c'est-à-dire conforme aux exigences patronales en matière de précarité, de temps partiel, d'exonérations de cotisations, de blocage des salaires – procèdent en accéléré à la liquidation du maximum de service public.

Pour ne citer que quelques exemples :

- La suppression de plus de 22 000 postes dans la fonction publique avec de lourdes conséquences sur la qualité du service public, comme dans le domaine de l'éducation où 11 200 postes sont supprimés.
- Même constat avec la réforme de l'Université.
- Les franchises médicales cassent la logique solidaire de la protection sociale et font avancer la privatisation du droit d'accès aux soins.
- La fermeture de 263 gares aux wagons isolés réduit la capacité du service public de transport ferroviaire des marchandises, en pleine préparation du Grenelle de l'Environnement
- Les attaques contre les régimes parti-

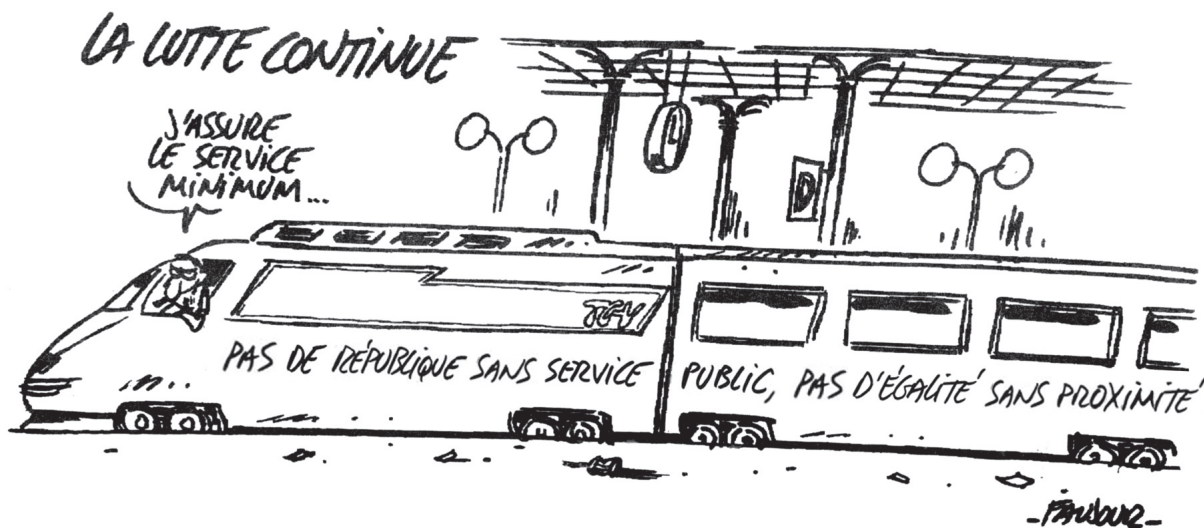
culiers de retraites préfigurent une nouvelle régression sociale d'envergure sur l'ensemble du système des retraites.

Cette politique s'inscrit pleinement dans le cadre des dogmes du libéralisme qui modèlent l'actuelle construction européenne. Les gouvernements, avec le nouveau projet de traité européen qu'ils entendent imposer aux peuples, voudraient aller encore plus loin et « imposer », au nom du principe de

Les franchises médicales cassent la logique solidaire de la protection sociale.

concurrence, le basculement dans le domaine privé du maximum d'activités rentables pour confier au domaine public les activités trop onéreuses – ou sans espoir de profits parce qu'au service des plus pauvres. Ainsi, de nouvelles directives arrivent ou sont en préparation pour imposer la mise en concurrence et la privatisation de tous les services publics : l'énergie, la poste (la libéralisation





Dessin original de Faujour, modifié par nos soins

totale du marché vient d'être approuvée par le Parlement Européen), le ferroviaire...

Au lieu d'augmenter nos salaires, alors que les taux de productivité ne cessent de croître depuis plus de 20 ans, le gouvernement veut imposer les heures supplémentaires défiscalisées, sous couvert du slogan « *travailler plus pour gagner plus* ».

Pour que cela marche, encore faudrait-il avoir un travail et ne pas faire partie des 2 millions de chômeurs recensés !

Ou bien avoir conservé assez de forces, malgré les cadences infernales et le stress organisé – pratiqués dans beaucoup d'entreprises !

Outre qu'une telle mesure aurait de grandes difficultés à créer des emplois, ce que veut le gouvernement, c'est nous faire « *travailler plus, mais pour payer plus !* » :

- ♦ payer plus cher notre accès aux soins.
- ♦ payer plus cher notre accès à l'énergie.
- ♦ payer plus cher l'éducation de nos enfants, notre transport, notre logement...

Alors que beaucoup ne savent plus comment boucler les fins de mois, le gouvernement nous accuse d'être des irresponsables et de vi-

vre au-dessus de nos moyens :

- ♦ nous serions des irresponsables usagers, parce que nous demandons à être soignés quelques soient nos revenus et notre lieu d'habitation.
- ♦ nous serions des irresponsables fonctionnaires, parce que nous nous attachons à un statut qui garantit l'exercice de nos missions de service public avec le maximum d'efficacité.
- ♦ nous serions des irresponsables salariés, parce que nous demandons des conditions de travail décentes, des salaires et des droits nous permettant de vivre dignement.

Sarkozy veut qu'on travaille plus pour payer plus !

La grande affaire, c'est de nous « responsabiliser » par les tarifs et les taxes sur la consommation. Avec ce système-là, tant qu'on pourra payer, on enrichira les financiers. Ensuite, quand on n'aura plus rien, c'est le service minimum public qui s'occupe de nous !

La satisfaction socialisée et solidaire des besoins essentiels laisse progressivement la place au contrat individuel d'assurance : on s'assure pour être certain de pouvoir se soigner, éduquer ses enfants, travailler...



Dans le même temps, les grosses fortunes et les entreprises sont exonérées de leur contribution et le capital spéculatif n'est pas taxé à la même hauteur que le travail !

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE REFUSONS CE CHOIX INSUPPORTABLE D'UNE SOCIÉTÉ D'INÉGALITÉ ET D'INJUSTICE ET MISE EN CONCURRENCE GÉNÉRALISÉE ENTRE LES INDIVIDUS ET LEUR ACTIVITÉ !

Salarié-e-s, usager-e-s, élu-e-s, toutes celles et ceux qui, avec leurs syndicats, leurs associations, leurs partis et mouvements politiques, sont dans l'action pour d'autres objectifs d'égalité, de liberté, de dignité et d'épanouissement dans la solidarité, le respect du bien commun et des équilibres écologiques indispensables à la vie, **ORGANISONS LES CONVERGENCES DE NOS LUTTES, rassemblons toutes les mobilisations sociales en faveur de l'exercice des droits sociaux, de la reconquête et la rénovation de Services Publics de qualité et de la démocratie.**

RETROUVONS-NOUS UNIS AU COUDE À COUDE LE 13 OCTOBRE dans la manifestation nationale contre les franchises médicales, pour le droit d'accès aux soins pour toutes et tous, pour une protection sociale solidaire.

RETROUVONS-NOUS LE 18 OCTOBRE pour la sauvegarde d'un système de retraites par répartition solidaire et pour le bon fonctionnement du service public, avec une fonction publique statutaire disposant de capacités suffisantes – emplois, moyens matériels, formation – pour accomplir au mieux des missions publiques étendues.

JOURNÉE NATIONALE DE MANIFESTATION

Au-delà de ces dates et dans leur continuité, créons les conditions d'une grande journée nationale de manifestation qui puisse amplifier encore cette dynamique de convergence et de rassemblement pour d'autres choix sociaux, économiques et budgétaires.

17 novembre 2007

GRAND RASSEMBLEMENT MILITANT ET POPULAIRE

CONVERGENCE APPELLE LE 17 NOVEMBRE À UN RASSEMBLEMENT MILITANT ET POPULAIRE pour ouvrir une campagne de trois mois sur l'exigence de Service Public. Cette campagne aura pour objectif d'inscrire au cœur du débat des élections municipales et cantonales la question des Services Publics.

Voilà les propositions que nous faisons et que nous sommes prêts à mettre en œuvre sans exclusive avec toutes les forces qui le voudront.



Convergence nationale

Hôtel de Ville 23000 Guéret
Tél. : 06 81 98 94 46 (Bernard Defaix)
Courriel : nosfuturs@tiscali.fr
Site internet : <http://www.v-s-p.org>